

Entre agriculture et protection des eaux



Andreas Zehnder, dipl. Ing. Agr. HTL, est directeur du service de contrôle de l'Office de l'agriculture de Schaffhouse et conseiller dans les domaines de la production végétale et de l'écologie.



Jürg Herz, directeur adjoint de l'Office de la protection de l'environnement du canton de Thurgovie.



Ueli Bundi, directeur intérimaire de l'EAWAG, se préoccupe de politique environnementale, d'économie des eaux et d'appréciation des cours d'eau.

La protection des eaux constitue, au même titre que d'autres préoccupations, l'un des piliers du concept de gestion des exploitations agricoles suisses selon les prestations écologiques requises (PER). Si un agriculteur transgresse la Loi sur la protection des eaux, les paiements directs dont il bénéficie peuvent être diminués.

Les problèmes des effets des antibiotiques, des engrais de ferme, des engrais minéraux et des pesticides sur le milieu aquatique sont bien réels et ne peuvent être occultés, même du point de vue de l'agriculture. Il est donc d'une part indispensable que les chercheurs étudient les risques que représentent ces substances pour les eaux et qu'ils en déduisent un certain nombre de mesures ciblées permettant de lutter contre les pollutions. D'un autre côté, les politiques doivent intégrer ces connaissances dans les orientations futures de la politique agricole suisse.

En tant que conseiller pour une production agricole respectueuse de l'environnement, une question se pose à moi dans le cadre des débats sur la protection des eaux: «Comment dois-je dire tout cela aux paysans?»

Pour les paysans, la protection des eaux ne constitue qu'une préoccupation parmi d'autres et elle est loin d'être la plus importante. A côté des prescriptions de la législation environnementale, ce sont surtout des aspects économiques et techniques qui décident de la survie des exploitations agricoles.

Notre mission principale est donc de communiquer les connaissances issues de la recherche et de la politique de façon simple et compréhensible pour pouvoir convaincre les paysans de la nécessité des mesures écologiques. Car, dans le domaine du conseil agricole comme ailleurs, ce qui importe pour la transmission du savoir, ce n'est pas le jargon mais le langage.

L'agriculture est constamment tiraillée entre ses missions de patronat et de service public. Plus de 4 milliards de francs de paiements directs et de subventions sont versés annuellement aux agriculteurs, une partie en échange de prestations écologiques. Ces prestations doivent être définies, contrôlées et communiquées. Les exigences doivent être claires et judicieuses et doivent être valables pour tous les cantons. Les restrictions de la liberté individuelle d'entreprendre sont malvenues et sont perçues comme des chicaneries. Le monde politique et la population demandent des contrôles conséquents mais modérément stricts et attendent une amélioration visible de l'état de l'environnement suite aux mesures mises en œuvre tout en exigeant des aliments sains, savoureux et bon marché.

Le climat de tension dans lequel l'agriculture assure sa fonction de production se retrouve aussi au niveau de l'exécution de la protection de l'environnement. Il convient en effet de trouver un équilibre entre interventionnisme et responsabilisation et d'harmoniser l'action intercantonale pour minimiser les différences régionales. Et il ne s'agit là que deux des problèmes auxquels sont confrontés les offices de protection de l'environnement dans le domaine de l'agriculture.

L'élément clé de cette problématique, c'est la communication à tous les niveaux. Au niveau politique, il convient d'expliquer et de justifier les demandes en matière de protection de l'environnement et d'en déterminer l'importance par rapport aux revendications d'autres groupes demandeurs. Au niveau exécutif, il faut expliquer les mesures décidées aux personnes impliquées pour en favoriser l'acceptation. Enfin, il est nécessaire de bien montrer à la population les prestations écologiques déjà fournies par l'agriculture pour qu'elle en ait pleinement conscience.

L'intégration de la protection de l'environnement dans les différents domaines économiques est un postulat central de la politique environnementale, économique et régionale. L'agriculture a accepté de relever ce défi et progresse sur cette voie depuis maintenant près de 15 ans. Il reste néanmoins encore beaucoup à faire.

Ainsi, les paysages des zones d'agriculture intensive restent fortement appauvris dans leur grande majorité. De très nombreux ruisseaux ont été éradiqués ou privés des bandes boisées qui les bordaient et les protégeaient tout en structurant le paysage. La restauration d'un réseau de cours d'eau correspondant à une situation quasiment naturelle nécessite des surfaces agricoles et constitue l'une des missions les plus importantes des temps qui viennent.

En ce qui concerne les émissions d'azote, les objectifs agro-écologiques définis en 1999 ne peuvent être atteints. Le facteur déterminant est ici en définitive l'azote importé sous la forme de fertilisants et de matières fourragères. Par une gestion optimisée, il est possible de mieux utiliser l'azote disponible et donc d'en réduire les pertes. De cette façon les quantités de matières auxiliaires à importer se réduisent encore. Ceci est valable aussi bien pour l'agriculture suisse dans son ensemble que pour beaucoup d'exploitations particulières.

La poursuite des objectifs agro-écologiques doit s'appuyer en premier lieu sur un système d'incitation économique. Or ces efforts d'encouragement se heurtent souvent aux limites fixées par les réglementations internationales ainsi qu'aux limites de l'acceptable sur le plan économique. L'agriculture européenne se trouve donc devant un avenir difficile – et tout l'espace rural avec elle. Il est donc un besoin urgent de visions d'avenir pour le développement durable des zones rurales et de leur pilier central, l'agriculture.